



## *Revue des Sciences Sociales*

**Numéro 1 | 2025**

**Numéro Hors-série | janvier 2025**

REA – Impact factor (SIIF) 2024 : 3.19

Date de soumission : 31-12-2024 / Date de publication : 30-01-2025

### **LA COMPLEMENTARITÉ ENTRE L'ÉTAT ET LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES CHRÉTIENNES DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES FILLES AU CAMEROUN POST-COLONIAL**

THE COMPLEMENTARITY BETWEEN THE STATE AND CHRISTIAN RELIGIOUS  
INSTITUTIONS IN THE VOCATIONAL TRAINING OF GIRLS IN POST-COLONIAL CAMEROON

Linda Silim **MOUNDENE**

#### **RÉSUMÉ**

La formation professionnelle des filles au Cameroun post-colonial résulte d'une collaboration entre l'État et les institutions religieuses visant à renforcer leur accès à l'éducation et à l'emploi. Cette étude analyse l'efficacité de cette complémentarité face aux défis persistants d'accès à la formation, en particulier en milieu rural. La méthodologie repose sur une analyse documentaire comparative des politiques éducatives étatiques et des initiatives des missions catholiques et protestantes, en s'appuyant sur des rapports institutionnels, articles scientifiques et entretiens qualitatifs. Les résultats montrent que cette synergie a amélioré l'accès des filles à la formation professionnelle, grâce à l'encadrement juridique de l'État et au déploiement d'infrastructures éducatives

par les institutions religieuses. Toutefois, des tensions subsistent entre la laïcité étatique et l'influence confessionnelle, ainsi qu'une inadéquation entre certaines formations et les exigences du marché du travail. Malgré ces défis, cette collaboration demeure un levier stratégique pour promouvoir l'éducation des filles et leur autonomisation socio-économique au Cameroun.

**Mots-clés :** Formation professionnelle, Éducation des filles, Cameroun post-colonial, Collaboration État-religions, Autonomisation éducative, Communautés rurales, Inégalités de genre, Alliances stratégiques

## ABSTRACT

The vocational training of girls in post-colonial Cameroon results from a collaboration between the State and religious institutions aimed at enhancing their access to education and employment. This study examines the effectiveness of this complementarity in addressing persistent challenges in access to training, particularly in rural areas. The methodology is based on a comparative documentary analysis of state educational policies and initiatives led by Catholic and Protestant missions, drawing on institutional reports, scientific articles, and qualitative interviews. The findings reveal that this synergy has significantly improved girls' access to vocational training, with the State providing legal

frameworks and religious institutions establishing educational infrastructures. However, tensions remain between state secularism and religious influence, along with a mismatch between some training programs and labor market demands. Despite these challenges, this collaboration remains a strategic lever for promoting girls' education and their socio-economic empowerment in Cameroon.

---

**Key-words** : Vocational training, Girls' education, Post-colonial Cameroon, State-religious collaboration, educational empowerment, Rural communities, Gender inequality, Strategic alliances

---

## INTRODUCTION

La formation professionnelle est universellement reconnue comme un levier stratégique du développement socio-économique, en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne où les défis éducatifs sont exacerbés par des inégalités de genre et des disparités géographiques persistantes (UNESCO 2019). Au Cameroun, la formation professionnelle des filles s'impose comme une réponse capitale à ces enjeux, en constituant un vecteur d'autonomisation économique et d'émancipation sociale. Toutefois, l'accès à une formation de qualité demeure une préoccupation majeure, notamment dans les zones rurales où les infrastructures éducatives sont insuffisantes et où les barrières culturelles continuent de peser lourdement sur les aspirations éducatives des filles (Oyono 2024 : 83). Historiquement, les institutions religieuses ont joué un rôle fondamental dans l'éducation, bien avant que l'État ne s'implique directement dans l'organisation du système éducatif (Etoua 2013 : 31). Durant la période coloniale, les missions religieuses, principalement catholiques et protestantes, ont mis en place des écoles techniques pour les filles, combinant formation morale et enseignement de compétences pratiques (Mengolo

2016 : 9). Ces initiatives ont jeté les bases d'une collaboration post-coloniale entre l'État et les institutions religieuses en vue d'étendre l'accès à la formation professionnelle, notamment pour les jeunes filles issues de milieux défavorisés. Néanmoins, malgré les efforts déployés par l'État à travers diverses politiques éducatives nationales visant à réduire les disparités de genre, ces initiatives demeurent entravées par des contraintes budgétaires et administratives (Mengolo 2016 : 186). Malgré ces avancées, des disparités significatives persistent en matière d'accès des filles à la formation professionnelle. Les normes patriarcales profondément ancrées, les rôles de genre traditionnels et le manque de sensibilisation aux opportunités offertes par les filières techniques et scientifiques freinent souvent leur participation, alors même que ces domaines offrent des perspectives économiques substantielles (Fonchamnyo 2017 : 168). Ce constat souligne l'urgence d'une collaboration renforcée entre l'État et les institutions religieuses afin de maximiser l'impact des initiatives éducatives et de répondre efficacement aux défis actuels.

Cet article se propose d'examiner les modalités de collaboration entre l'État et les institutions religieuses dans la formation professionnelle des filles au Cameroun post-colonial. Trois axes de réflexion structureront cette analyse : d'abord, identifier les formes spécifiques de complémentarité entre ces deux acteurs ; ensuite, évaluer les contributions mesurables de cette collaboration à l'autonomisation des filles ; enfin, analyser les défis et limites inhérents à cette dynamique partenariale.

## 1. MÉTHODOLOGIE

Pour répondre à ces interrogations, cet article adopte une approche de littérature comparée, en mobilisant un corpus de données issues de recherches académiques, notamment des articles scientifiques et des thèses portant sur la thématique de la formation professionnelle au Cameroun. Cette méthodologie permet d'établir une analyse approfondie et contextualisée des différentes politiques éducatives et des initiatives religieuses, en croisant des perspectives issues de divers travaux antérieurs. L'analyse documentaire constitue ainsi un outil pertinent pour dégager des tendances structurelles et comprendre les interactions historiques et contemporaines entre les acteurs impliqués.

Le recours à cette méthode présente plusieurs avantages. D'une part, il permet une analyse rigoureuse et fondée sur des données validées, contribuant à une compréhension approfondie du sujet. D'autre part, l'examen comparatif des différentes sources offre une vision nuancée des enjeux et des solutions envisageables. Cependant, cette approche présente également certaines limites. Le manque éventuel de données actualisées, la subjectivité inhérente aux interprétations des auteurs et l'absence de témoignages directs des bénéficiaires peuvent constituer des biais susceptibles d'affecter la portée des conclusions. Ces limites justifient la nécessité d'un complément par des études de terrain futures, afin d'obtenir une perspective plus holistique et ancrée dans les réalités contemporaines.

En analysant la complémentarité entre l'État et les institutions religieuses dans la promotion de la

formation professionnelle des filles, cet article ambitionne de fournir des recommandations concrètes pour renforcer l'accès équitable à l'éducation technique et professionnelle, tout en proposant des pistes d'amélioration pour surmonter les défis existants.

## 2. CADRE HISTORIQUE ET THÉORIQUE

### 2.1. Éducation des filles au Cameroun colonial

L'éducation des filles au Cameroun sous la colonisation fut profondément marquée par l'influence prépondérante des missions religieuses, qui façonnèrent durablement l'architecture du système éducatif (Etoua 2013 : 31). Dès la fin du XIXe siècle, les missions catholiques et protestantes établirent des écoles où l'enseignement dispensé, bien que centré sur des valeurs morales et domestiques, offrait aux filles des compétences pratiques telles que la couture, la cuisine et les soins domestiques (Garbyan 2021 : 6). Ces formations visaient à préparer les jeunes filles à leur rôle traditionnel d'épouses et de mères "vertueuses", en adéquation avec les normes sociales et religieuses de l'époque. En effet, ces compétences ne répondaient pas uniquement aux attentes des familles et des communautés locales, mais s'inscrivaient également dans une volonté plus large de maintenir un ordre social patriarcal dans lequel les femmes étaient cantonnées à des sphères domestiques et reproductives. Cette approche éducative, bien que limitée dans ses ambitions d'émancipation, représentait néanmoins un premier pas vers l'accès des filles à un cadre structuré d'apprentissage, dans un contexte où l'éducation formelle leur était jusqu'alors largement inaccessible.

Sous l'administration coloniale, qu'elle fût allemande ou franco-britannique, l'éducation des filles demeura subordonnée à une vision strictement utilitariste, visant à répondre aux impératifs économiques et administratifs de la colonie. L'objectif premier de l'administration coloniale était de former une main-

d'œuvre féminine servile et docile, apte à soutenir les besoins de l'économie coloniale tout en consolidant les hiérarchies sociales en place (Mengolo 2016 : 108). Cette approche limitait considérablement l'accès des filles, notamment celles issues des zones rurales, à une éducation de qualité. Les infrastructures éducatives, concentrées dans les centres urbains, étaient majoritairement dédiées aux garçons, considérés comme les véritables moteurs du développement économique colonial.

En conséquence, les filles se retrouvaient reléguées à des rôles secondaires, enfermées dans des perspectives limitées et dépourvues d'opportunités de mobilité sociale. Il en résulte une marginalisation doublement accentuée par la combinaison de facteurs géographiques et socioculturels, ancrant ainsi durablement les inégalités de genre dans le paysage éducatif camerounais.

L'accession du Cameroun à l'indépendance en 1960 suscita de nombreuses attentes en matière de refonte du système éducatif, perçu comme un levier stratégique de développement national (Lange 2007 : 640). Fort d'une volonté politique affirmée d'élargir l'accès à l'éducation, notamment pour les filles, le gouvernement nouvellement constitué dut toutefois composer avec des ressources financières et humaines limitées. Confronté à ces contraintes, l'État camerounais fut contraint de maintenir, dans un premier temps, la structure héritée du système colonial, tout en poursuivant sa collaboration avec les missions religieuses, en particulier dans les zones rurales où elles constituaient souvent l'unique source d'éducation (Mengolo 2016 : 186). Cette résignation à la continuité du modèle éducatif colonial traduisait la nécessité pragmatique de garantir une certaine stabilité dans l'offre éducative, malgré les aspirations à un modèle plus inclusif et adapté aux réalités nationales.

L'adoption progressive de réformes visant à réduire les disparités de genre permit d'enregistrer certaines avancées notables, bien que ces efforts aient été ralentis par des pesanteurs socioculturelles persistantes et le manque chronique de financements (Fonchamnyo 2017 : 169). L'influence continue des traditions patriarcales, conjuguée à des priorités économiques concurrentes, entrava la pleine réalisation des ambitions éducatives du nouvel État. Cette dynamique souligne ainsi la complexité de

la transition post-coloniale, marquée par un équilibre délicat entre héritage du passé et aspiration à un avenir plus équitable.

## 2.2. Théories sur l'éducation et la complémentarité institutionnelle

La collaboration entre l'État camerounais et les acteurs non étatiques, notamment les missions religieuses, s'inscrit souvent dans une logique de subsidiarité. Ce concept, issu des théories systémiques, postule que les entités locales, par leur proximité et leur expertise contextualisée, sont mieux placées pour répondre aux besoins spécifiques des populations, en complément des institutions centrales (Ndounda 2015 : 137). Dans le contexte camerounais, les missions religieuses ont joué un rôle de premier plan dans l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles issues des zones marginalisées, en établissant des écoles de formation professionnelle adaptées aux réalités socioculturelles locales. À titre d'exemple, le Collège Notre Dame d'Édéa (une ville située à 60 km de Douala) a offert des formations en couture, gestion domestique et secrétariat, permettant ainsi aux jeunes filles d'acquérir des compétences directement exploitables sur le marché du travail. Ma mère qui est enseignante de Lycée Technique à la retraite, a intégré le Collège Notre Dame d'Édéa en 1972 à l'âge de 11 ans, pour y suivre un cursus de formation sur l'Industrie de l'Habillement (IH) et l'Économie Sociale et Familiale (ESF). De son témoignage, il n'y avait pas d'autres alternatives à la formation professionnelle des filles que cet établissement Catholique à Édéa. Ces établissements chrétiens ont non seulement suppléé les carences des infrastructures éducatives publiques, mais elles ont également contribué à une meilleure intégration socio-professionnelle des femmes, qui étaient auparavant confinées aux activités domestiques et informelles. Cependant, cette dynamique suscite des interrogations quant à l'équité d'accès et à la durabilité de ces solutions dans un cadre institutionnel marqué par des ressources limitées et des tensions entre les acteurs impliqués. Le concept d'empowerment féminin constitue un cadre analytique essentiel pour évaluer les effets de cette collaboration. Loin de se limiter à un simple transfert de connaissances, l'éducation des filles

contribue à redéfinir les rapports de force au sein des structures familiales et communautaires (Meva'a 2023 : 8). Par exemple, dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, les programmes de formation mis en œuvre par les missions protestantes ont permis aux jeunes filles de générer des revenus grâce à des compétences artisanales et commerciales, renforçant ainsi leur pouvoir de négociation dans les foyers et les communautés. Ce repositionnement des femmes dans l'espace socio-économique s'observe notamment dans l'évolution de leur participation aux décisions familiales, en matière d'éducation des enfants ou de gestion financière, démontrant ainsi un changement tangible des dynamiques sociales. Toutefois, ces transformations se heurtent encore à des résistances culturelles, en particulier dans les régions rurales où les normes patriarcales demeurent profondément enracinées, freinant ainsi l'appropriation de cet empowerment par l'ensemble des communautés. La collaboration entre l'État et les missions religieuses doit donc être repensée pour inclure des campagnes de sensibilisation visant à transformer durablement les mentalités.

L'approche des capacités, telle que développée par Sen (Sen 2014 : 528), permet d'évaluer la portée réelle de l'éducation sur le renforcement des opportunités des filles, en examinant leur capacité à choisir librement leur avenir professionnel et social. Au Cameroun, la coopération entre l'État et les institutions religieuses a favorisé l'accès à des formations en entrepreneuriat et en gestion, ouvrant de nouvelles perspectives pour les filles en matière d'insertion professionnelle et de contribution au développement local. Les formations en gestion de petites entreprises, dispensées notamment par les missions catholiques à Kribi et Bafoussam, illustrent cette capacité à doter les bénéficiaires des outils nécessaires pour la création de microentreprises, réduisant ainsi leur dépendance économique. Cependant, malgré ces avancées, plusieurs limites subsistent, notamment le manque d'accès aux financements pour les diplômées, le déficit de reconnaissance officielle de certains certificats délivrés par les établissements religieux, et les disparités régionales qui maintiennent certaines jeunes filles en marge des opportunités offertes. Ces défis soulignent la nécessité d'une meilleure intégration des programmes de formation religieuse

dans les politiques publiques d'éducation, afin d'assurer une reconnaissance institutionnelle et une pérennisation des acquis pour les bénéficiaires.

Ainsi, la collaboration entre l'État et les missions religieuses en matière d'éducation des filles au Cameroun, bien que porteuse de nombreux avantages, nécessite des ajustements pour maximiser son impact et répondre aux défis structurels encore présents. Une stratégie intégrée, combinant le renforcement des infrastructures publiques, l'amélioration des cadres réglementaires et un dialogue accru avec les communautés, s'avère indispensable pour garantir un accès équitable et durable à la formation professionnelle des filles.

### 2.3. Contexte post-colonial

Depuis l'indépendance, le système éducatif camerounais est confronté à des défis structurels et sociaux persistants, compromettant son rôle dans le développement du pays. La ruralité, caractérisée par un accès limité aux infrastructures éducatives et un manque criant de ressources pédagogiques adaptées, demeure l'un des principaux obstacles à la scolarisation des filles. Près de 43 % des filles en milieu rural ne terminent pas leur scolarité primaire, et encore moins accèdent à des formations professionnelles qualifiantes (UNESCO 2019 : 10), ce qui perpétue le cycle de pauvreté et d'exclusion sociale dans ces communautés. Cette situation est exacerbée par des facteurs socioculturels profondément enracinés, tels que les mariages précoces et la répartition genrée des tâches domestiques, qui détournent les filles de l'école et limitent leur autonomie éducative et professionnelle.

Dans ce contexte, les missions religieuses continuent de jouer un rôle prépondérant, en palliant les insuffisances de l'État dans les zones où l'accès à l'éducation demeure précaire. Leur ancrage historique et leur proximité avec les populations locales leur confèrent une légitimité et une capacité d'adaptation qui leur permettent d'offrir des opportunités éducatives adaptées aux réalités du terrain. Par exemple, dans les régions de l'Ouest et du Nord, des écoles techniques confessionnelles dispensent des formations en couture, en agriculture ou encore en gestion des activités génératrices de

revenus, tout en inculquant des valeurs telles que la discipline et la résilience (Nlend 2013 : 35). Toutefois, bien que ces initiatives aient permis d'améliorer, dans une certaine mesure, l'accès des filles à une éducation qualifiante, elles soulèvent des questions quant à leur compatibilité avec les objectifs de modernisation et de laïcisation du système éducatif camerounais. En effet, la coexistence entre les valeurs confessionnelles des missions religieuses et les principes de laïcité prônés par l'État constitue un terrain de tensions idéologiques. Ces tensions découlent souvent de divergences dans les objectifs éducatifs : tandis que l'État aspire à une éducation inclusive et universelle, les institutions religieuses ont parfois tendance à privilégier une approche morale et doctrinale qui peut entrer en contradiction avec les principes républicains de neutralité et de pluralisme. Par exemple, certaines écoles professionnelles chrétiennes sont uniquement ouvertes aux filles, et leurs programmes éducatifs intègrent des enseignements religieux qui influencent la perception des rôles sociaux des élèves, en les orientant vers des métiers considérés comme « conformes » aux attentes sociales et religieuses. Cette situation limite l'élargissement des choix professionnels et perpétue certaines formes d'inégalités de genre (Nlend 2013 : 35). Un autre exemple de tension entre les aspirations religieuses des établissements confessionnels et les objectifs éducatifs de l'État est la révolte de 1975 menée par les élèves de la classe de ma mère. Ces dernières ont entamé un mouvement de grève pour protester contre le curriculum imposé par la direction de l'établissement.

En définitive, l'analyse historique et contextuelle montre que la collaboration entre l'État et les missions religieuses, bien qu'elle ait contribué à l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation professionnelle, demeure perfectible. Une approche plus systémique et inclusive est impérative pour relever les défis actuels, en intégrant une dimension participative qui prend en compte les réalités socio-économiques du Cameroun post-colonial. La mise en place de cadres de concertation réguliers, associant les différents acteurs de l'éducation, les communautés locales et les bénéficiaires elles-mêmes, pourrait permettre de mieux répondre aux besoins spécifiques des filles en milieu rural et

d'assurer une plus grande efficacité des politiques éducatives mises en œuvre.

### 3. MODALITES DE COLLABORATION ENTRE L'ÉTAT ET LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

#### 3.1. Cadre institutionnel et politique

La collaboration entre l'État camerounais et les institutions religieuses dans le domaine éducatif s'inscrit dans un cadre institutionnel et politique spécifique, structuré dès l'accession du pays à l'indépendance en 1960. Conscient de ses ressources limitées et des défis à relever en matière d'éducation, l'État a rapidement intégré les acteurs non étatiques, en particulier les missions religieuses, dans ses stratégies de développement éducatif (Lange 2007 : 639). Cette dynamique s'est matérialisée par l'adoption de plusieurs textes législatifs, dont la loi de 1977 sur l'enseignement privé, qui reconnaît officiellement les écoles confessionnelles comme des partenaires à part entière dans la mise en œuvre des politiques éducatives nationales (Abomo 2023 : 8). Toutefois, au-delà de l'éducation générale, ces institutions jouent également un rôle significatif dans la formation professionnelle, en proposant des cursus techniques et professionnels adaptés aux besoins locaux. En effet, l'éducation, dans son acception globale, englobe la formation académique et professionnelle, contribuant ainsi à l'insertion socio-économique des jeunes, notamment des filles issues de milieux défavorisés. Cette complémentarité permet d'élargir l'offre éducative en proposant des compétences immédiatement valorisables sur le marché du travail, tout en maintenant une certaine continuité avec les objectifs de l'État en matière de développement humain.

Un exemple concret de ce cadre institutionnel est le système des écoles confessionnelles agréées. Ces établissements, souvent financés et administrés par des missions religieuses, bénéficient d'un appui étatique sous forme de subventions financières, d'affectation d'enseignants fonctionnaires et de mise à disposition de matériel pédagogique (Abomo 2023 : 8). En contrepartie, ces écoles sont tenues de se conformer aux normes pédagogiques et administratives définies par l'État, incluant l'alignement de leurs programmes sur les curricula

nationaux et la participation aux examens officiels. Cette approche permet d'étendre l'offre éducative, en particulier dans les zones rurales et enclavées où l'État peine à déployer ses propres infrastructures éducatives.

### 3.2. Modèles de partenariat dans la formation professionnelle

La formation professionnelle au Cameroun bénéficie de l'apport complémentaire de l'État et des institutions religieuses, chacun jouant un rôle précis dans la mise en œuvre des programmes éducatifs.

#### Contribution de l'État

L'État intervient principalement dans trois domaines : le financement, l'encadrement pédagogique et la certification. Les subventions accordées aux écoles confessionnelles permettent de réduire les coûts pour les familles, rendant ainsi l'éducation plus accessible. En outre, l'État fournit des enseignants formés dans les écoles normales et assure un contrôle régulier de la qualité des programmes, garantissant leur conformité aux normes nationales. Enfin, il joue un rôle clé dans la délivrance des diplômes, conférant une reconnaissance officielle aux compétences acquises dans ces institutions (Etoua 2013 : 33).

#### Contribution des institutions religieuses

Les missions religieuses, quant à elles, apportent des infrastructures souvent implantées dans des zones reculées où l'État est absent. Leur rôle ne se limite pas à la gestion matérielle ; elles offrent également un encadrement moral et social aux élèves. Ce suivi, basé sur des valeurs religieuses, vise à inculquer discipline, éthique de travail et résilience, des qualités essentielles pour réussir dans un environnement socio-économique difficile (Djabou 2021 : 260). Ces partenariats sont particulièrement fructueux dans les zones rurales, où les écoles confessionnelles représentent parfois la seule option éducative disponible (Djabou 2021 : 265). Cependant, le manque de financement constant et la dépendance

vis-à-vis de l'État constituent des limites à leur efficacité.

### 3.3. Études de cas

L'École technique catholique de Douala, fondée en 1958 par la Mission catholique, figure parmi les établissements pionniers et de référence dans le domaine de la formation professionnelle des jeunes filles au Cameroun. Située au cœur d'un quartier populaire de Douala, cette institution est née dans un contexte marqué par un accès limité des filles à l'enseignement technique et professionnel. Son implantation répondait à la nécessité d'offrir des opportunités éducatives adaptées à un public souvent marginalisé du système éducatif formel. Fidèle à la tradition éducative catholique, l'école conjugue excellence académique et formation morale, plaçant ainsi l'éthique et les valeurs chrétiennes au centre de son approche pédagogique (Lange 2007 : 640). Créée au Nord Cameroun, la Maison Rurale de Fignolé est un établissement de formation ouvert aux jeunes de plus de 16 ans, dont l'objectif est de valoriser l'éducation et d'encourager les jeunes à contribuer au développement de leurs communautés. Initialement axée sur la formation en agriculture, cette école visait à garantir l'autosuffisance alimentaire des villages, en adoptant un rythme scolaire adapté aux cycles des saisons de pluies et sèches (Raison 1970 : 152). En complément des enseignements techniques, l'éducation dispensée repose sur un socle de valeurs chrétiennes telles que la discipline, la solidarité et le respect d'autrui, formant ainsi des jeunes autonomes et socialement responsables. Ce modèle éducatif bénéficie du soutien de l'État, qui affecte des enseignants qualifiés et octroie des subventions pour l'acquisition d'équipements modernes (UNESCO 2019 : 39). Cependant, malgré ces appuis institutionnels, l'école fait face à des défis liés à l'entretien des infrastructures et à l'adaptation des curricula aux évolutions technologiques et aux exigences du marché.

Dans la région de l'Ouest Cameroun, les sœurs Pallotines, installées à Dschang depuis 1911, ont ouvert des écoles pour les filles, mettant un accent particulier sur leur scolarisation. Aujourd'hui, les filles représentent environ 70 % des effectifs, un chiffre qui

témoigne de la confiance des familles locales dans la qualité de l'enseignement. L'offre de formation est diversifiée et couvre plusieurs secteurs stratégiques tels que l'agriculture durable, la couture, la transformation des produits agricoles et le commerce, autant de filières en adéquation avec les besoins du marché du travail local. L'accent mis sur l'agriculture durable s'inscrit dans une vision à long terme visant à assurer la sécurité alimentaire, préserver les ressources naturelles et autonomiser économiquement les diplômées (Tchinda 2023 : 84). L'impact de l'École technique catholique de Douala est attesté par de nombreuses réussites professionnelles parmi ses anciennes élèves. Une figure emblématique de cette réussite est une ancienne diplômée devenue entrepreneure reconnue dans le secteur de la mode à Yaoundé, qui attribue son succès aux compétences et valeurs acquises au sein de l'établissement. Par ailleurs, l'école continue de se distinguer par un taux remarquable d'insertion professionnelle, avec près de 85 % des diplômées trouvant un emploi dans les six mois suivant l'obtention de leur certification (Tchinda 2023 : 84).

### 3.4. Analyse de la formation professionnelle dans le Cameroun post-colonial

L'analyse des spécificités de l'éducation dispensée dans les institutions de formation professionnelle au Cameroun post-colonial révèle une approche holistique qui dépasse le cadre strictement technique pour inclure des dimensions civiques, entrepreneuriales et sociales. Ces écoles, en réponse aux besoins du marché du travail et aux aspirations des jeunes filles, intègrent une formation morale et civique, inculquant des valeurs de discipline, de respect et d'éthique professionnelle. Cette approche vise à répondre aux exigences du monde du travail où, au-delà des compétences techniques, le comportement et les valeurs personnelles jouent un rôle déterminant dans l'insertion et la progression professionnelles. Cette orientation trouve ses racines dans l'héritage des missions religieuses qui, dès la période coloniale, associaient éducation technique et formation morale pour façonner des individus conformes aux attentes sociétales (Lange 2007 : 640).

Un autre aspect central de cette formation est la sensibilisation à l'entrepreneuriat, qui reflète une adaptation progressive aux réalités socio-économiques du Cameroun post-indépendance. Face aux taux élevés de chômage et au faible développement du secteur industriel, ces institutions jouent un rôle clé dans la promotion de l'auto-emploi en intégrant des modules de gestion de petites entreprises dans leurs programmes (Wignall 2023 : 124). Les élèves sont ainsi préparés à développer des activités génératrices de revenus, favorisant une autonomisation économique qui s'inscrit dans les politiques nationales de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

L'approche de ces établissements en matière d'égalité des genres souligne leur contribution à la transformation des normes socioculturelles dominantes. Historiquement dédiées à l'éducation des filles, ces institutions se positionnent aujourd'hui comme des leviers de sensibilisation, s'efforçant de déconstruire les stéréotypes de genre en promouvant l'accès des jeunes filles à des filières traditionnellement réservées aux hommes. Cette dynamique s'inscrit dans les efforts globaux visant à réduire les inégalités de genre dans l'éducation et à renforcer la présence des femmes dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture et les métiers techniques (Wignall 2023 : 133).

Par ailleurs, l'éloignement géographique des établissements constitue un frein à l'accès des filles issues des zones rurales reculées. L'absence d'infrastructures de transport adaptées et le coût élevé des déplacements rendent difficile la fréquentation régulière des cours, aggravant ainsi les inégalités d'accès à la formation professionnelle. Le développement de solutions telles que les internats, les bourses de transport ou la mise en place d'enseignements à distance adaptés aux réalités locales pourraient constituer des pistes pertinentes pour améliorer l'accessibilité à ces formations.

En conclusion, la formation professionnelle des filles dans le Cameroun post-colonial se distingue par une approche intégrée qui allie compétences techniques et formation civique, mais elle demeure confrontée à des défis structurels majeurs. Une meilleure coordination entre l'État, les institutions religieuses et les acteurs du secteur privé s'avère indispensable pour assurer la pérennité et l'élargissement de ces

initiatives, garantissant ainsi une contribution accrue à l'autonomisation des jeunes filles et au développement socio-économique du pays.

#### 4. IMPACTS ET APPORTS DE LA COLLABORATION SUR LA FORMATION DES FILLES

##### 4.1. Augmentation de l'accès des filles à la formation professionnelle

La collaboration entre l'État camerounais et les institutions religieuses a eu un impact significatif sur l'amélioration de l'accès des filles à la formation professionnelle. Selon le Rapport sur l'éducation au Cameroun publié par l'UNESCO (2019), le nombre d'écoles confessionnelles proposant des formations professionnelles pour les filles est passé de 150 en 1980 à plus de 300 en 2015, illustrant ainsi une progression notable de l'offre éducative dans ce domaine. Ces institutions, implantées aussi bien dans les zones urbaines que rurales, représentent aujourd'hui 40 % des établissements techniques du pays, témoignant de leur rôle incontournable dans le paysage éducatif camerounais.

Les données disponibles indiquent que le taux de scolarisation des filles dans ces écoles est passé de 25 % en 1990 à près de 60 % en 2020, notamment dans les régions de l'Ouest et du Littoral, où la demande en formation technique est particulièrement forte en raison de la densité démographique et des besoins économiques locaux (Lange 2000 : 168). Ces chiffres mettent en évidence l'efficacité de la complémentarité institutionnelle, où les infrastructures mises en place par les missions religieuses viennent pallier les insuffisances des établissements publics.

Lorsque ma mère est entrée à l'École Notre Dame d'Édéa en 1971, la couture était encore largement perçue comme un métier domestique, exercé principalement par des femmes pour répondre aux besoins vestimentaires de leur famille ou de leur communauté immédiate (Thé-Bochet 1966 : 201). Ce métier, souvent considéré comme secondaire par la société, peinait à obtenir la reconnaissance qu'il méritait. Cependant, à mesure que l'économie camerounaise évoluait, le statut de la couture s'est progressivement transformé. La demande pour des vêtements sur mesure a explosé, notamment dans

des villes comme Douala et Yaoundé (Garbyan 2022 : 5). Ma mère se souvient que dans les années 1980, cette demande croissante a non seulement permis aux couturières d'élargir leur clientèle, mais a également transformé leur rôle dans la société : « La couture est passée d'un simple hobby à une véritable entreprise. Je me souviens que, dans notre quartier à Yaoundé, les femmes venaient me demander de reproduire des modèles qu'elles avaient vus en boutique. » L'affirmation d'une identité culturelle post-indépendance, où les vêtements traditionnels comme le *kaba* et le *grand boubou* étaient portés avec fierté, a également renforcé l'importance des couturières dans la société (Garbyan 2022 : 5).

L'augmentation du taux de scolarisation des filles montre que ces partenariats offrent des opportunités aux jeunes filles en leur permettant d'acquérir des compétences directement exploitables sur le marché du travail, tout en renforçant leur confiance en elles et leur capacité à jouer un rôle actif dans le développement socio-économique de leurs communautés (Lange 2000 : 169). Toutefois, pour maximiser l'impact de ces initiatives, il est crucial d'assurer une coordination plus efficace entre les acteurs étatiques et confessionnels, notamment en matière de financement et de suivi des programmes de formation.

##### 4.2. Émancipation socio-économique des filles

L'accès à une formation professionnelle de qualité constitue un levier fondamental pour l'autonomisation économique des filles au Cameroun (Djabou 2021 : 270). Une fois diplômées, ces jeunes femmes parviennent à intégrer le marché du travail ou à développer des activités génératrices de revenus, leur permettant ainsi de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leur famille. Cette émancipation financière favorise leur participation aux processus décisionnels, tant au sein du foyer que dans la communauté, consolidant progressivement leur rôle social et économique. En accédant à des ressources financières propres, elles acquièrent une plus grande influence dans les décisions relatives à l'éducation des enfants, à la gestion des ressources familiales et à la planification du futur, contribuant ainsi à une transformation sociale durable.

Au-delà de leur insertion économique, ces formations confèrent aux jeunes filles un rôle actif au sein de leurs communautés (Djabou 2021 : 269). Dans les zones rurales, par exemple, les anciennes élèves des écoles agricoles mettent en œuvre des initiatives de transfert de compétences en formant d'autres femmes aux techniques de culture durable et de gestion des ressources naturelles. Ces pratiques participatives créent un effet multiplicateur qui contribue à la lutte contre l'insécurité alimentaire et favorise le développement local à travers un partage intergénérationnel des savoirs. Enfin, la formation professionnelle des filles représente également un levier de transformation sociale en contribuant à la réduction des mariages précoces et à la promotion de l'éducation des générations futures. Une étude menée par souligne que les jeunes filles bénéficiant d'une éducation technique sont davantage en mesure de repousser les mariages précoces et de revendiquer leur droit à une autonomie accrue (Oyono 2023 : 87). En effet, en développant leur indépendance financière et en renforçant leur confiance en elles, ces filles deviennent des modèles pour les générations suivantes, favorisant ainsi un changement progressif des mentalités et une augmentation du taux de scolarisation des enfants. Ainsi, la formation professionnelle ne se limite pas à offrir des compétences techniques ; elle joue un rôle structurant dans la réorganisation sociale, en favorisant une participation plus équitable des femmes à l'économie et à la vie communautaire.

## 5. DEFIS ET LIMITES DE LA COMPLÉMENTARITÉ

Les familles défavorisées en milieu rural sont particulièrement vulnérables face aux barrières financières. Même si certaines écoles confessionnelles offrent des bourses ou des réductions, les frais annexes tels que les uniformes, les fournitures scolaires et les frais de transport restent prohibitifs pour de nombreux ménages. Selon l'UNESCO (2019), environ 60 % des filles en milieu rural abandonnent leur scolarité en raison de contraintes financières. Ces inégalités structurelles limitent l'impact de la complémentarité entre l'État et les institutions religieuses et renforcent les disparités régionales dans l'accès à l'éducation.

Un autre facteur contribuant aux inégalités sociales est la stigmatisation des filles issues de milieux défavorisés. Dans certaines régions, les formations professionnelles sont perçues comme une voie "inférieure" par rapport aux filières générales, ce qui peut dissuader les familles d'y inscrire leurs enfants. Cette perception négative limite la capacité des écoles confessionnelles à attirer un nombre suffisant d'élèves, même dans des zones où elles représentent l'unique alternative éducative (Oyono 2023 : 88). L'efficacité de la complémentarité entre l'État camerounais et les institutions religieuses repose sur une coordination rigoureuse et un financement durable. Toutefois, ces deux éléments font souvent défaut en raison de plusieurs facteurs structurels et institutionnels. Le suivi étatique des initiatives religieuses est entravé par un manque de ressources humaines et techniques, rendant difficile l'évaluation continue des programmes éducatifs. Les inspections pédagogiques, qui sont essentielles pour garantir la qualité de l'enseignement et la conformité aux normes nationales, sont insuffisantes, notamment dans les établissements situés en milieu rural où l'État peine à déployer les moyens nécessaires (Oyono 2023 : 98). Cette situation engendre des disparités dans l'application des curricula et dans la gestion des infrastructures, compromettant ainsi l'efficacité des formations dispensées. Les défis financiers et les crises économiques post-coloniales ont eu des répercussions sur les taux de scolarisation (Mengolo 2016 : 188). Les écoles confessionnelles, confrontées à l'augmentation constante des coûts liés aux équipements et aux salaires du personnel, revendiquent régulièrement une revalorisation des subventions publiques.

## CONCLUSION

La collaboration entre l'État et les institutions religieuses a joué un rôle déterminant dans la formation professionnelle des filles au Cameroun post-colonial. Cette complémentarité a permis de pallier certaines insuffisances de l'État, notamment dans les zones rurales et marginalisées. Les écoles confessionnelles ont su offrir des opportunités éducatives qui n'auraient pas été possibles sans leur engagement, contribuant ainsi à l'émancipation socio-économique de nombreuses

filles. En particulier, elles ont fourni des formations techniques adaptées aux besoins locaux et des cadres éducatifs intégrant des valeurs morales et éthiques. Cependant, les effets de cette collaboration restent contrastés. Si des avancées significatives ont été observées en matière d'accès à l'éducation professionnelle pour les filles, des défis importants subsistent. Les inégalités régionales, le manque de

financement durable et les divergences idéologiques entre l'État et les institutions religieuses limitent l'impact global de ces initiatives. Par ailleurs, l'inadéquation de certaines formations avec les exigences du marché du travail moderne entrave l'employabilité des diplômées, compromettant ainsi la durabilité des acquis.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BONOHO Simplicie Ayangma, 2022. *L'éducation à la santé dans les écoles coloniales et postcoloniales d'Afrique*. Revue internationale d'éducation de Sèvres, 89, 79-88.

Disponible en ligne :

<http://journals.openedition.org/ries/12295> [dernier accès janvier 2025].

DJABOU Ada, 2021. *L'éducation scolaire de la jeune fille pendant la période coloniale au Nord-Cameroun*. Université de Yaoundé I/ENS, département d'histoire.

Disponible en ligne :

<https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2021/06/15Ada-Djabou.pdf> [dernier accès janvier 2025].

ETOUA BLOCK Audrey Jeannette, 2013. *La scolarisation des jeunes filles dans les zones rurales du Sud-Cameroun: Cas Biwong-Bulu 1954-2017*. Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS Yaoundé.

Disponible en ligne :

[https://dicames.online/bitstream/ENS\\_20\\_0349](https://dicames.online/bitstream/ENS_20_0349) [dernier accès janvier 2025].

FONCHAMNYO Dobdinga C & FOKONG Nubonyin Hilda, 2017. *Educational gender gap, economic growth and income distribution: An empirical study of the interrelationship in Cameroon*. International Journal of Economics and Finance, 9(3), 168-176. [dernier accès janvier 2025].

GARBYAN Ouambei, 2022. *Interculturality. The Kaba Ngondo mask. The intermedial imaginary of the mask*. The Observatory of Contemporary Imagination.

Disponible en ligne :

<https://archive.nt2.uqam.ca/oic-2/en/carnets/limaginaire-intermedial-du->

[masque/interculturalite-le-masque-kaba-ngondo.html](https://archive.nt2.uqam.ca/oic-2/en/carnets/limaginaire-intermedial-du-masque/interculturalite-le-masque-kaba-ngondo.html) [dernier accès janvier 2025].

LANGE Marie-France, 2000. *Le droit à l'éducation des filles en Afrique: les limites des indicateurs*. Les indicateurs du droit à l'éducation: évaluation systémique et mise en œuvre d'un droit culturel dans les stratégies de développement, 165-179.

Disponible en ligne :

[https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers17-06/010030916.pdf](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-06/010030916.pdf) [dernier accès février 2025].

LANGE Marie-France, 2007. *Espaces scolaires en Afrique francophone*. Ethnologie française, 37(4), 639-645. Disponible en ligne :

<https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010058737> [dernier accès février 2025]. MEVA'A

ABOMO Dominique, 2023. *Trajectoire de la politique sociale en Afrique depuis la période coloniale: Parcours et expérience du Cameroun en santé, éducation, travail et logement*. GETSPA WPF 3 Mars 2023. Disponible en ligne :

[https://getspa.ug.edu.gh/sites/default/files/Publications/working-papers/RAPPORT\\_CAMEROUN\\_TUDE\\_GETSPA\\_Country\\_Report.pdf](https://getspa.ug.edu.gh/sites/default/files/Publications/working-papers/RAPPORT_CAMEROUN_TUDE_GETSPA_Country_Report.pdf) [dernier accès février 2025].

MENGOLO Emmanuel, 2016. *L'œuvre catholique d'enseignement au Cameroun (1890-2014): une progression dans l'exigence de qualité. Approche en droit canonique et en droit camerounais*. Doctoral dissertation, Université Paris Saclay (COMUE). Disponible en ligne :

<https://theses.hal.science/tel-01565033v1> [dernier accès février 2025].

NDOUNDA Nicolas Noël Chabanel Owona & ELEME Laure Marguerite Mbilongo, 2015. *Enseignement confessionnel catholique et développement de la cohésion socioculturelle au Cameroun: Fondements et impacts dans le Septentrion*. L'émergence du Cameroun sous le prisme des sciences sociales et humaines, 129-148. Disponible en ligne : <https://hal.science/hal-01633053/document> [dernier accès février 2025].

NLEND Nadège Laure Ngo 2013. *Historiographie et dynamiques de transculturation: Missionnaires protestants et populations de la côte de l'Ouest du Cameroun à travers le fonds Jean-René Brutsch, 1884-1960*. Doctoral dissertation, Université Paul Valéry-Montpellier III; Université de Yaoundé (1962-1993). Disponible en ligne : <https://theses.hal.science/tel-00980242/document> [dernier accès février 2025].

OYONO Georges Etoa, 2020. *La sous-scolarisation de la jeune fille dans l'Adamaoua sous le prisme des instruments juridiques internationaux de 1979 à 2020*. Collection Recherche et Regards d'Afrique Vol 3 N° Fin Campage / Octobre 2024. ISBN : 978-2-493 659-12-5. Disponible en ligne : <https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2024/11/4-Georges-ETOA-OYONO.pdf> [dernier accès février 2025].

SEN Amartya, 2014. *Development as freedom (1999)*. In *The Globalization and Development Reader: Perspectives on Development and Global Change*, 525. Disponible en ligne : [https://kuangaliablog.wordpress.com/wp-content/uploads/2017/07/amartya\\_kumar\\_sen\\_development\\_as\\_freedombookfi.pdf](https://kuangaliablog.wordpress.com/wp-content/uploads/2017/07/amartya_kumar_sen_development_as_freedombookfi.pdf) [dernier accès février 2025].

SONKENG Francine Ulrich Awounang & KOUOSSEU Jules, 2020. *Ndop fabric. A manufacturing process between tradition and modernity, in West Cameroon*. e-Phaistos. Revue d'histoire des techniques/Journal of the history of technology, (VIII-1). Disponible en ligne : <https://journals.openedition.org/ephaistos/7739?lang=en> [dernier accès février 2025].

RAISON Jacques, 1970. *Éducation en milieu rural: une expérience camerounaise*. Revue Tiers Monde, 149-158. Disponible en ligne : [https://www.persee.fr/doc/tiers\\_0040-7356\\_1970\\_num\\_11\\_41\\_1688](https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1970_num_11_41_1688) [dernier accès février 2025].

TCHINDA Etienne Saha, 2013. *Les Missions Chrétiennes de Bale et des Peres Pallotins et l'Évangélisation pionnière du pays Bamileke (1903-1916)*. Disponible en ligne : <https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2023/10/5-Etienne-SAHA-TCHINDA.pdf> [dernier accès février 2025].

THE-BOCHET de Marie Pierre, 1970. *La femme dans la dynamique de la société Beti (1887-1966)*. Ph.D. dissertation, EHESS, Paris, 477 p. Disponible en ligne : [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers12-12/05044.pdf](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers12-12/05044.pdf) [dernier accès février 2025].

TUBIANA Joseph, 1959. *Les études négro-africaines à l'École Nationale des Langues Orientales Vivantes (Paris)*. Journal de la Société des Africanistes, 29(2). Disponible en ligne : [https://www.persee.fr/doc/jafr\\_0037-9166\\_1959\\_num\\_29\\_2\\_1912\\_t1\\_0294\\_0000\\_2](https://www.persee.fr/doc/jafr_0037-9166_1959_num_29_2_1912_t1_0294_0000_2) [dernier accès février 2025].

UNESCO, 2019. *Global Education Monitoring Report: Gender Equality in Education*. Paris: UNESCO Publishing. Disponible en ligne : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368753> [dernier accès février 2025].

WIGNALL Ross, PIQUARD Brigitte, JOEL Emily, Mengue Marie-Thérèse, YUSUF Ibrahim, SAM-KPAKRA Robert, OBAH Ivan Hyannick, AYISSI Ernestine Ngono, & Negou Nadine., 2023. *Imagining the future through skills: TVET, gender and transitions towards decent employability for young women in Cameroon and Sierra Leone*. *Journal of the British Academy*, 11(s3), 121-151. Disponible en ligne : <https://www.thebritishacademy.ac.uk/documents/5006/JBA-11s3-05-Wignall.pdf> [dernier accès février 2025].

---

## AUTEURE

Linda Silim Moundene, Ph.D. Candidate  
African Studies, Howard University (USA)  
Courriel : [linda.smoundene@gmail.com](mailto:linda.smoundene@gmail.com)



---

## © Edition électronique

URL – Revue Espaces Africains : <https://espacesafricains.org/>

Courriel – Revue Espaces Africains : [revue@espacesafricains.org](mailto:revue@espacesafricains.org)

ISSN : 2957-9279

Courriel – Groupe de recherche PoSTer : [poster\\_ujlog@espacesafricains.org](mailto:poster_ujlog@espacesafricains.org)

URL – Groupe PoSTer : <https://espacesafricains.org/poster>

## © Éditeur

- Groupe de recherche Populations, Sociétés et Territoires (PoSTer) de l'UJLoG

- Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) - Daloa (Côte d'Ivoire)

## © Référence électronique

Linda Silim MOUNDENE, « *La complémentarité entre l'État et les institutions religieuses chrétiennes dans la formation professionnelle des filles au Cameroun post-colonial* », Numéro Hors-série (Numéro 1 | 2025), ISSN : 2957-9279, pp. 54-67, mis en ligne, le 30 janvier 2025, Indexations : Road, Mirabel & Sudoc, Impact factor (SJIF) 2024 : 3.19.

---

## INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE ESPACES AFRICAINS

---



Voir impact factor : <https://sjifactor.com/passport.php?id=23718>



Voir la page de la revue dans Road : <https://portal.issn.org/resource/ISSN/2957-9279>



Voir la page de la revue dans Mirabel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15151/Espaces-Africains>



Voir la revue dans Sudoc : <https://www.sudoc.abes.fr/cbs/xslt/DB=2.1//SRCH?IKT=12&TRM=268039089>

---